

ÉVOLUTION RÉCENTE CONCERNANT LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Note du Secrétariat

I. INTRODUCTION

La cinquième réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique s'est tenue à Nairobi du 15 au 26 mai 2000.¹ Un certain nombre de décisions adoptées à cette réunion pourraient présenter un intérêt pour les Membres et sont reproduites ci-après.² Elles comprennent: 1) la Décision V/5 sur *la diversité biologique agricole*; 2) la Décision V/8 sur *les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces*; 3) la Décision V/16 sur *l'article 8 j) et dispositions connexes*; et 4) la Décision V/26 sur *l'accès aux ressources génétiques*.³ Il est fait expressément référence à l'OMC au paragraphe 14 de la Section 1) de la Décision V/5, au paragraphe 14 de la Décision V/16, et aux paragraphes 2, 3 et 4 de la Section B) de la Décision V/26. La sixième réunion de la Conférence des parties se tiendra à La Haye (Pays-Bas) au cours du deuxième trimestre de 2002.

¹ Pour un compte rendu détaillé de la réunion, voir le document UNEP/CBD/COP/5/23, du 22 juin 2000. Ce document figure sur le site Web de la Convention, à l'adresse suivante: <http://www.biodiv.org/Cop5>.

² Plusieurs décisions ont également été adoptées sur les ressources financières et les mesures d'incitation. Les Membres souhaiteront peut-être les consulter: Décision V/11 sur les *ressources financières additionnelles*, Décision V/12 sur le *deuxième examen du Mécanisme de financement*, Décision V/13 sur les *orientations supplémentaires à propos du mécanisme de financement* et Décision V/15 sur les *mesures d'incitation*. La Décision V/18 sur *l'évaluation d'impact, responsabilité et réparation* peut également présenter un intérêt pour les Membres.

³ Étant donné que plusieurs décisions comportent des annexes longues, seules celles qui sont susceptibles d'intéresser les Membres sont reproduites. Lorsqu'une annexe a été omise, cela est indiqué dans une note à côté du titre de la décision.

II. DÉCISION V/5: DIVERSITÉ BIOLOGIQUE AGRICOLE: EXAMEN DE LA PREMIÈRE PHASE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET ADOPTION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL⁴

LA CONFÉRENCE DES PARTIES

1. Programme de travail

1. SE FÉLICITE de l'évaluation des activités et des moyens en cours (UNEP/CBD/SBSTTA/5/INF/10) et de ses principales conclusions telles qu'elles se présentent dans la note du Secrétaire exécutif sur la diversité biologique agricole: examen de la phase I du programme de travail et adoption d'un programme de travail pluriannuel (UNEP/CBD/COP/5/11);

2. PREND NOTE de la décision sur l'agriculture prise par la Commission du développement durable à sa huitième session qui s'est tenue à New York du 24 avril au 5 mai 2000;

3. FAIT SIEN le programme de travail sur la diversité biologique figurant dans l'annexe à la présente décision, qui contribue à la mise en œuvre de la Décision III/11;

4. INVITE instamment les Parties, les pays, les gouvernements, les organisations internationales et régionales, les organismes de la société civile et d'autres instances compétentes à promouvoir et, le cas échéant, à exécuter le programme de travail et à promouvoir la coopération régionale et thématique, selon que de besoin, dans ce cadre;

5. RECONNAÎT que les agriculteurs et les communautés locales et autochtones contribuent à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique agricole et que la diversité biologique agricole est importante pour leurs moyens d'existence, SOULIGNE l'importance de leur participation authentique à la mise en œuvre du programme de travail, et RECONNAÎT la nécessité de prévoir des incitations, conformément à l'article 11 de la Convention sur la diversité biologique et en accord avec l'article 22, et un appui à la création de capacités au bénéfice des agriculteurs et des communautés locales;

6. Rappelant la Décision III/11, DEMANDE au Secrétaire exécutif d'inviter l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à appuyer l'élaboration et la mise en œuvre du programme de travail, et également d'élargir la coopération en invitant d'autres organisations pertinentes (telles que le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Banque mondiale, les banques régionales de développement, les centres du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale et d'autres centres de recherche agricole internationaux, ainsi que l'UICN-Union mondiale de la conservation), à appuyer la mise en œuvre du programme de travail, et à éviter le chevauchement des activités;

7. DEMANDE au Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires pour la pleine exécution du programme de travail;

8. DEMANDE au Secrétaire exécutif d'établir un rapport d'activité et de formuler des propositions, aux fins d'examen par l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, avant la sixième réunion de la Conférence des Parties, à partir desquels la Conférence des Parties pourra fournir de nouvelles orientations sous la forme, par exemple:

⁴ L'Annexe sur le *programme de travail sur la diversité biologique agricole* n'est pas reproduite dans la présente note.

- a) d'un échéancier pour la mise en œuvre des activités, notamment des dates repères;
- b) d'un calendrier pour l'établissement des rapports sur de plus amples progrès;
- c) des besoins de ressources;
- d) des responsabilités des partenaires et des collaborateurs.

9. INVITE les Parties, conformément à l'article 20 de la Convention, ainsi que les institutions de financement bilatérales et internationales à appuyer la mise en œuvre des activités du programme de travail sur la diversité biologique agricole, notamment en ce qui concerne la création de capacités et l'établissement des monographies dans les pays en développement et les pays dont les économies sont en transition;

10. INVITE les Parties, les gouvernements et les organisations pertinentes à appuyer des activités visant à sensibiliser le public afin de conforter l'agriculture et les systèmes de production alimentaire durables qui maintiennent la diversité biologique agricole;

11. RECONNAÎT que l'engagement international révisé sur les ressources phytogénétiques, en harmonie avec la Convention, importerait d'une contribution potentielle à la mise en œuvre de ce programme de travail;

12. Tout en prenant note du rapport du Président de la Commission des ressources génétiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (UNEP/CBD/COP/5/INF/12), DEMANDE instamment à cette Commission de mettre la dernière main à ses travaux dès que possible. L'Engagement international est censé jouer un rôle crucial dans la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique. La Conférence des Parties AFFIRME qu'elle tient à examiner une décision de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation tendant à faire de l'Engagement international un instrument juridiquement contraignant et ayant des liens étroits tant avec l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation qu'avec la Convention sur la diversité biologique, et INVITE les Parties à coordonner leurs positions dans ces deux instances;

13. Se FÉLICITE de l'adoption de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux faisant l'objet d'un commerce international, et DEMANDE instamment aux Parties et aux gouvernements de ratifier cette Convention;

14. ENCOURAGE les Parties et les gouvernements à appuyer la demande formulée par le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique de se voir octroyer le statut d'observateur au Comité de l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce, conformément au paragraphe 9 de la Décision IV/6 de la Conférence des Parties.

2. Initiative internationale pour la conservation et l'utilisation durable des pollinisateurs

CONSIDÉRANT la Décision III/11, dans laquelle la Conférence des Parties a établi le programme de travail sur la diversité biologique agricole, et demandé qu'une attention prioritaire soit accordée aux éléments de la diversité biologique, responsables du maintien des services écosystémiques jouant un rôle important pour la durabilité de l'agriculture, notamment les pollinisateurs,

CONSIDÉRANT les recommandations de la Déclaration de Sao Paulo sur les pollinisateurs, sur la base des résultats de l'atelier, tenu à Sao Paulo, Brésil du 7 au 9 octobre 1998, sur la

conservation et l'utilisation durable des pollinisateurs de l'agriculture, l'accent étant mis sur les abeilles, qu'a présentées le Gouvernement brésilien à la cinquième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques;

CONSIDÉRANT l'urgente nécessité de traiter des questions du déclin à l'échelle mondiale de la diversité des pollinisateurs, et considérant la Recommandation V/9 de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques;

15. DÉCIDE de lancer une Initiative internationale pour la conservation et l'utilisation durable des pollinisateurs, en tant qu'initiative multidisciplinaire dans le cadre du programme de travail sur la diversité biologique agricole, afin de promouvoir une action coordonnée à l'échelle mondiale pour:

- a) Suivre le déclin des pollinisateurs et son incidence sur les services de pollinisation;
- b) Traiter de l'absence d'informations taxonomiques sur les pollinisateurs;
- c) Évaluer la valeur économique de la pollinisation ainsi que l'incidence économique du déclin des services de pollinisation;
- d) Promouvoir la conservation, le rétablissement et l'utilisation durable de la diversité des pollinisateurs dans l'agriculture et les écosystèmes connexes.

16. DEMANDE au Secrétaire exécutif d'inviter l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à faciliter et à coordonner l'Initiative en étroite coopération avec d'autres organisations pertinentes et à envisager de créer un mécanisme de coordination, respectant l'équilibre géographique, et avec les principales organisations pertinentes d'établir une proposition d'un plan d'action tenant compte des recommandations formulées dans la Déclaration de Sao Paulo sur les pollinisateurs, ainsi que des contributions présentées par les pays et les organisations pertinentes, qui seraient présentées aux fins d'examen par l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, et examinées par la Conférence des Parties, à sa sixième réunion;

17. INVITE les principales organisations compétentes, telles que l'UICN-Union mondiale pour la conservation, l'Association internationale de recherches sur les abeilles, et la Commission internationale pour les rapports entre plantes et abeilles, le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes, les centres internationaux de la recherche agricole du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et d'autres organismes compétents régionaux et internationaux à collaborer pour appuyer les mesures prises par les Parties et les pays exposés au déclin des pollinisateurs;

18. DEMANDE au Secrétaire exécutif, à l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et au mécanisme de financement d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de l'Initiative et invite les Parties et les gouvernements à collaborer, à compiler des monographies et à mettre en œuvre des projets pilotes en faisant appel au mécanisme du centre d'échange, et à en faire rapport à la Conférence des Parties à sa sixième réunion;

3. Technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques

19. DÉCIDE de poursuivre les travaux sur les technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques dans le cadre général et dans chacun des quatre éléments du programme de travail sur la diversité biologique agricole, et INVITE l'Organe subsidiaire, à en faire rapport à la Conférence des Parties, à sa sixième réunion;

20. Aux fins d'assurer une utilisation optimale des ressources en évitant les doubles emplois et en tenant compte des travaux en cours et des compétences techniques disponibles dans divers forums, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et sa Commission sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, INVITE l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en étroite collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres organisations membres du Groupe de la conservation des écosystèmes, ainsi que d'autres organisations et organismes de recherche compétents, à poursuivre l'étude des effets éventuels des technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique agricole et le large éventail de systèmes de production agricole dans les différents pays, ainsi qu'à identifier les questions de politique générale et les problèmes socio-économiques pertinents qui devraient être abordés;

21. INVITE l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et sa Commission sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres organisations compétentes à informer la Conférence des Parties, à sa sixième réunion, de leurs initiatives dans ce domaine;

22. Reconnaissant la nécessité d'assurer une meilleure compréhension des implications des droits de propriété intellectuelle sur les technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques, INVITE les organisations compétentes à étudier l'impact des technologies sur la protection de la propriété intellectuelle dans le secteur de l'agriculture, que l'opportunité d'une telle protection dans le secteur agricole, et à entreprendre des évaluations de telles technologies à travers le Centre d'échange;

23. RECOMMANDE que, en l'absence de données fiables sur les technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques, sans lesquelles il n'existe pas de base adéquate pour l'évaluation des risques potentiels, et conformément à l'approche de précaution, les produits comportant de telles technologies ne soient pas approuvés par les Parties pour les essais sur le terrain jusqu'à ce que des données scientifiques appropriées puissent justifier de tels essais, ni pour l'exploitation commerciale jusqu'à ce que des évaluations autorisées et scientifiques concernant notamment leurs impacts écologiques et socio-économiques et tous les effets défavorables sur la diversité biologique, la sécurité alimentaire et la santé humaine aient été effectuées de manière transparente, et que les conditions permettant leur utilisation bénéfique et sans danger aient été validées. Pour renforcer la capacité de tous les pays à aborder ces questions, les Parties devraient assurer une large diffusion de l'information sur les évaluations scientifiques, y compris à travers le Centre d'échange, et procéder à un partage de compétences techniques à cet égard;

24. ENCOURAGE les Parties et les gouvernements à examiner les préoccupations générales concernant des techniques telles que les technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques dans le cadre d'approches internationales et nationales de l'utilisation durable et sans danger du germoplasme;

25. Réaffirmant la nécessité pour les Parties et les gouvernements de disposer d'une information complémentaire, et rappelant les dispositions de l'article 8 g) de la Convention sur la diversité biologique, qui prévoit l'établissement ou le maintien par les Parties ou les gouvernements de procédures pour la régulation, la gestion ou le contrôle des risques associés à l'utilisation et à la libération d'organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie, INVITE les Parties à entreprendre des travaux de recherche et à en diffuser les résultats à travers le Centre d'échange, ainsi qu'à soumettre des évaluations scientifiques notamment sur les effets écologiques et socio-économiques des technologies de réduction de l'utilisation des ressources génétiques, en tenant compte, le cas échéant, de renseignements tels que:

- a) l'information disponible sur la biologie moléculaire;

- b) les constructions génétiques et les inducteurs utilisés;
- c) les effets au niveau moléculaire, tels que les effets localisés, la neutralisation des gènes, l'épigenèse et la recombinaison ;
- d) les applications positives potentielles de technologies de réduction de l'utilisation des gènes spécifiques aux variétés pour la limitation du flux de gènes, et les impacts négatifs éventuels des technologies de réduction de l'utilisation des gènes sur les populations restreintes ou les variétés non domestiquées menacées d'extinction;

et de rendre les résultats de ces évaluations disponibles, notamment à travers le Centre d'échange;

26. ENCOURAGE en outre les Parties et les gouvernements à identifier les modalités d'examen des impacts potentiels des technologies de restriction de l'utilisation des gènes sur la conservation *in situ* et *ex situ* et l'utilisation durable de la diversité biologique agricole, y compris la sécurité alimentaire;

27. EXHORTE les Parties et les gouvernements à étudier l'opportunité de mettre au point et d'assurer l'application au niveau national de réglementations efficaces tenant compte notamment de la nature spécifique des technologies de réduction de l'utilisation de variétés ou de caractères spécifiques, de manière à préserver la santé, l'environnement et la sécurité alimentaire, ainsi que la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique; et à rendre cette information disponible notamment à travers le Centre d'échange;

28. DEMANDE au Secrétaire exécutif d'établir un rapport, pour examen par l'Organe subsidiaire lors d'une réunion devant se tenir avant la sixième réunion de la Conférence des Parties, sur l'état d'avancement de la mise au point de technologies de réduction de l'utilisation des gènes, et sur les initiatives pertinentes engagées aux niveaux international, régional et national, sur la base d'une information fournie par les organisations, les Parties et les gouvernements;

29. Reconnaissant l'importance des communautés autochtones et locales pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques conformément à l'article 8 j) de la Convention, et compte tenu de la révision de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, DEMANDE au Secrétaire exécutif d'engager des discussions, avec les organisations possédant les compétences techniques requises et les représentants des communautés autochtones et locales sur les effets potentiels de l'application de technologies de réduction de l'utilisation de gènes sur ces communautés et sur les droits des agriculteurs, en ce qui concerne la conservation, l'utilisation, l'échange et la vente de semences ou de matériel végétal, et d'établir à ce sujet un rapport pour examen par la Conférence des Parties.

III. DÉCISION V/8: ESPÈCES EXOTIQUES QUI MENACENT DES ÉCOSYSTÈMES, DES HABITATS OU DES ESPÈCES⁵

LA CONFÉRENCE DES PARTIES:

30. DEMANDE instamment aux Parties, aux gouvernements et aux organisations compétents d'appliquer les principes directeurs préliminaires figurant dans l'annexe à la présente décision, selon qu'il convient, dans le contexte des activités visant à mettre en œuvre l'article 8 h) de la Convention sur la diversité biologique dans les divers secteurs;

⁵ L'Annexe II sur le plan des études de cas sur les espèces exotiques.

31. FAIT SIEN le plan schématique des études de cas figurant dans l'annexe à la présente décision;
32. INVITE instamment les Parties, les gouvernements et les organisations pertinentes à présenter au Secrétaire exécutif des études de cas portant plus particulièrement sur les évaluations thématiques en se fondant sur le plan schématique figurant dans l'annexe II à la présente décision;
33. DEMANDE au Centre d'échange de la Convention de diffuser et de compiler ces études de cas;
34. PRIE les Parties, d'autres gouvernements, les organismes compétents et d'autres instruments internationaux pertinents à caractère contraignant ou non, de soumettre par écrit au Secrétaire exécutif, à la lumière des débats de la cinquième réunion de l'Organe subsidiaire, leurs observations sur les principes directeurs préliminaires, observations dont il sera tenu compte, ainsi que des études de cas, afin d'élaborer plus avant les principes directeurs préliminaires qui seront examinés par l'Organe subsidiaire avant la sixième réunion de la Conférence des Parties, et demande au Secrétaire exécutif de distribuer ces observations par l'intermédiaire des correspondants nationaux;
35. DEMANDE instamment aux Parties, à d'autres gouvernements et aux organes compétents d'accorder la priorité à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies et des plans d'action relatifs aux espèces exotiques envahissantes;
36. ENCOURAGE vivement les Parties à élaborer des mécanismes pour la coopération transfrontière et la coopération régionale et multilatérale afin de traiter de la question, notamment l'échange des pratiques les meilleures;
37. DEMANDE instamment aux Parties, à d'autres gouvernements et organismes compétents, tels que le Programme mondial sur les espèces envahissantes, d'accorder en priorité leur attention, dans leurs travaux sur les espèces exotiques envahissantes, aux écosystèmes isolés géographiquement et sur le plan de l'évolution, et d'avoir recours à l'approche par écosystème, à la biogéographie ou à l'approche de précaution, selon le cas;
38. ENCOURAGE les Parties à élaborer des mesures efficaces pour l'éducation, la formation et la sensibilisation du public, ainsi qu'à informer le public des différents aspects de la question, notamment les risques que présentent les espèces exotiques envahissantes;
39. DEMANDE au Programme mondial sur les espèces envahissantes de veiller, lors de l'élaboration de la stratégie mondiale concernant les espèces exotiques envahissantes, à la conformité avec les dispositions relatives aux espèces exotiques envahissantes figurant à l'article 8 h) de la Convention et les dispositions pertinentes d'autres articles, notamment l'article 14, en tenant pleinement compte des considérations relatives aux espèces exotiques envahissantes figurant dans les décisions pertinentes de la Conférence des Parties et intéressant, par exemple, la conservation et l'utilisation durable des eaux intérieures, de la diversité biologique marine, côtière et forestière, ainsi que de la diversité biologique des zones arides et sub-humides;
40. DEMANDE au Secrétaire exécutif de coopérer avec d'autres organismes internationaux et d'autres instruments internationaux et régionaux pertinents, à caractère contraignant ou non, tels que la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine (Ramsar), la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, la Convention internationale pour la protection des végétaux et les organisations régionales de protection des végétaux, le Codex Alimentarius, DIVERSITAS, l'Office international

des épizooties, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et les organisations visées au paragraphe 14 de la présente décision, en vue de coordonner les travaux sur les espèces exotiques envahissantes et de faire rapport sur d'éventuels programmes de travail conjoints à l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques;

41. INVITE les Parties, les gouvernements, le Programme mondial sur les espèces envahissantes et d'autres organes pertinents, à diffuser, par l'intermédiaire du centre d'échange de la Convention les informations du domaine public qu'ils détiennent ou acquièrent, notamment des bases de données sur les espèces exotiques;

42. INVITE le Programme mondial sur les espèces envahissantes à présenter un compte rendu de sa réunion de septembre 2000 concernant la "synthèse de la phase 1 du Programme mondial sur les espèces envahissantes" à l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques avant la sixième réunion de la Conférence des Parties, COMPTE TENU de la nécessité de poursuivre les travaux du programme mondial en abordant promptement sa deuxième phase qui sera axée sur les écosystèmes vulnérables aux invasions par des espèces exotiques;

43. DEMANDE au Secrétaire exécutif de collaborer avec le Programme mondial sur les espèces envahissantes, l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, l'Organisation maritime internationale, l'Organisation mondiale de la santé et d'autres organisations compétentes ainsi que d'autres instruments internationaux et régionaux pertinents, contraignants ou non, afin d'aider les Parties à la Convention à:

- a) élaborer une terminologie normalisée sur les espèces exotiques;
- b) fixer des critères pour évaluer les risques que présente l'introduction d'espèces exotiques;
- c) élaborer des processus pour évaluer les impacts socio-économiques des espèces envahissantes, notamment les impacts sur les communautés locales et autochtones;
- d) poursuivre la recherche sur l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la diversité biologique;
- e) élaborer des moyens permettant de renforcer la capacité des écosystèmes de résister ou de suivre aux invasions d'espèces exotiques;
- f) mettre au point un système de notification de nouvelles invasions d'espèces exotiques ainsi que de la propagation d'espèces exotiques dans de nouvelles zones;
- g) évaluer les priorités pour les travaux taxonomiques.

44. DEMANDE au Secrétaire exécutif, en coopération avec le Programme mondial sur les espèces exotiques, l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation, l'Organisation maritime internationale, l'Organisation mondiale de la santé et d'autres organisations et instruments pertinents à élaborer un document pour examen par l'organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et par la Conférence des Parties à sa sixième réunion, et qui comprendrait:

- a) un examen complet de l'efficacité des mesures appliquées pour la prévention, la détection rapide, l'éradication et le contrôle des espèces exotiques envahissantes et de leurs impacts;

- b) un rapport d'activité sur les questions énumérées aux paragraphes 5 et 14 ci-dessus;
- c) toutes les options pour les travaux futurs sur les espèces exotiques envahissantes au titre de la Convention sur la diversité biologique de nature à apporter un appui pratique aux Parties, aux gouvernements et aux organisations en vue de l'application intégrale et effective de la mise en œuvre de l'article 8 h) de la Convention;

45. DÉCIDE qu'à sa sixième réunion, la Conférence des Parties examinera, sur la base des informations visées aux paragraphes 5 et 15 de la présente décision, des options pour la pleine et efficace mise en œuvre de l'article 8 h), notamment la possibilité:

- a) d'élaborer plus avant les principes directeurs sur la prévention de l'introduction et l'atténuation des impacts, des espèces exotiques envahissantes;
- b) d'élaborer un instrument international; et/ ou
- c) d'envisager d'autres options.

46. INVITE le Fonds pour l'environnement mondial, les Parties, les gouvernements et les organismes de financement à fournir un appui approprié et opportun pour permettre au Programme mondial sur les espèces envahissantes de s'acquitter des tâches énumérées dans la présente décision.

ANNEXE I

PRINCIPES DIRECTEURS INTÉRIMAIRES POUR L'INTRODUCTION ET LA PRÉVENTION DE L'INTRODUCTION DES ESPÈCES EXOTIQUES, AINSI QUE L'ATTÉNUATION DE LEURS IMPACTS

Il convient de noter que dans les principes directeurs provisoires décrits ci-dessous, certains termes utilisés ne sont pas encore définis de manière précise, en attendant qu'une décision soit prise par la Conférence des Parties sur la mise au point d'une terminologie uniformisée sur les espèces exotiques, comme l'indique le paragraphe 5 de la recommandation V/4. Dans l'intervalle, pour les besoins des principes intérimaires et par souci de clarté, les définitions suivantes sont retenues: i) "exotique" ou "espèce exotique" s'entend d'une espèce présente hors de son aire de répartition normale, et ii) "espèces exotiques envahissantes" s'entend des espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces.

A. GÉNÉRALITÉS

Principe directeur 1: Approche de précaution

En raison de l'imprévisibilité des impacts des espèces exotiques sur la diversité biologique, les initiatives visant à prévenir les introductions accidentelles et les Décisions concernant l'introduction intentionnelle doivent être basées sur l'approche de précaution. L'absence de certitude scientifique au sujet des risques écologiques et socio-économiques liés à une espèce exotique potentiellement envahissante ou à un mode d'introduction donné ne peut constituer une raison suffisante pour ne pas prendre des mesures préventives contre l'introduction d'une telle espèce. De la même façon, l'absence de preuves au sujet des effets à long terme d'une invasion ne saurait être utilisée comme argument pour différer des mesures d'éradication, de confinement ou de lutte.

Principe directeur 2: Approche hiérarchique à trois phases

La prévention est en général plus économique et plus favorable à l'environnement que les mesures survenant postérieurement à l'introduction d'une espèce exotique envahissante. La priorité doit être accordée à la prévention de l'entrée des espèces exotiques envahissantes (aussi bien entre les pays qu'au sein des pays). Lorsque l'introduction a déjà eu lieu, des mesures doivent être prises pour prévenir l'établissement et la propagation des espèces exotiques. L'intervention souhaitée serait l'éradication le plus tôt possible (principe 13). Si l'éradication se révèle peu pratique ou peu économique, les mesures de confinement (principe 14) et de lutte à long terme (principe 15) devront être envisagées. Toute analyse des avantages et des coûts (environnementaux et économiques) devra se faire à long terme.

Principe directeur 3: Approche par écosystème

Toutes les mesures intéressant les espèces exotiques envahissantes devront être basées sur l'approche par écosystème, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention et aux décisions de la Conférence des Parties.

Principe directeur 4: Responsabilité de l'État

Les États doivent reconnaître le risque auquel ils pourraient exposer d'autres États en tant que source potentielle d'espèces exotiques envahissantes, et prendre des dispositions appropriées pour minimiser un tel risque. Aux termes de l'article 3 de la Convention sur la diversité biologique et du Principe 2 de la Déclaration de Rio (1992) sur l'environnement et le développement, les États ont la responsabilité de veiller à ce que les activités entreprises dans leurs zones de juridiction ou sous leur contrôle ne causent aucun préjudice à l'environnement d'autres États ou des zones situées au-delà des limites de leur juridiction nationale. S'agissant des espèces exotiques envahissantes, les activités pouvant comporter des risques pour d'autres États comprennent:

- a) le transfert intentionnel ou accidentel d'une espèce exotique envahissante dans un autre État (même si elle ne représente aucun danger dans l'État d'origine); et
- b) l'introduction intentionnelle ou accidentelle d'une espèce exotique dans tout État lorsqu'il y a un risque que cette espèce se propage ultérieurement (avec ou sans l'aide du vecteur humain) dans un autre État et devienne envahissante.

Principe directeur 5: Recherche et surveillance continue

La mise au point d'une base de connaissances adéquate pour aborder ce problème requiert que les États entreprennent une recherche appropriée sur les espèces exotiques envahissantes et en assurent la surveillance continue. Il s'agira de retracer l'histoire des invasions (origine, modes d'introduction et période) et d'établir les caractéristiques des espèces exotiques envahissantes et l'écologie de l'invasion, ainsi que les impacts écologiques et économiques associés et leur évolution dans le temps. La surveillance continue est le moyen le plus sûr pour détecter rapidement la présence de toute nouvelle espèce exotique. Elle nécessite des études ciblées et générales auxquelles les communautés locales pourraient être associées avantageusement.

Principe directeur 6: Éducation et sensibilisation du public

L'État doit faciliter l'éducation et la sensibilisation du public sur les risques liés à l'introduction d'espèces exotiques. Lorsque des mesures d'atténuation sont requises, des programmes d'éducation et de sensibilisation doivent être lancés pour informer les communautés locales et les groupes des secteurs concernés des types de soutien à apporter à ces mesures.

B. PRÉVENTION

Principe directeur 7: Contrôle aux frontières et quarantaine

1. Les États doivent appliquer des mesures de contrôle et de quarantaine aux frontières pour veiller à ce que:

- a) les introductions intentionnelles soient dûment autorisées (principe 10);
- b) les introduction accidentelles ou non autorisées soient réduites au minimum.

2. Ces mesures doivent être basées sur une évaluation des risques liés aux espèces exotiques et à leurs éventuels modes d'introduction. Les autorités et les organismes publics compétents devront être davantage élargis et étoffés, et le personnel devra suivre une formation appropriée pour l'application de ces mesures. Les systèmes de détection rapide et la coordination au niveau régional pourraient se révéler utiles.

Principe directeur 8: Échange d'informations

Les États doivent appuyer la mise au point de bases de données telle que celle qui est en cours d'établissement par le Programme mondial sur les espèces envahissantes, pour la compilation et la diffusion de l'information sur les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats et des espèces, pour utilisation dans le cadre de toutes activités de prévention, d'introduction et d'atténuation. Une telle information doit inclure la liste des incidents, l'information sur la taxonomie et l'écologie des espèces envahissantes, ainsi que sur les méthodes de lutte, le cas échéant. Une large diffusion de cette information, ainsi que l'adoption aux niveaux national, régional et international de directives, procédures et recommandations à l'instar de celles qui ont été compilées par le Programme mondial sur les espèces envahissantes devraient également être facilitées, notamment à travers le centre d'échange.

Principe directeur 9: Coopération, y compris le renforcement des capacités

Selon les circonstances, l'intervention d'un État pourrait être purement interne (à l'intérieur du pays), ou pourrait nécessiter une initiative de coopération entre deux ou plusieurs pays, notamment dans les cas suivants:

- a) lorsqu'un pays d'origine est conscient qu'une espèce en cours d'exportation a le potentiel de devenir envahissante dans le pays d'importation, le pays exportateur doit fournir une information, si celle-ci est disponible, sur le caractère envahissant potentiel de l'espèce pour le pays d'importation. Une attention particulière doit être accordée au cas de pays exportateurs ayant des milieux naturels semblables;
- b) des accords doivent être conclus entre les pays sur une base bilatérale ou multilatérale, pour la réglementation du commerce de certaines espèces exotiques, avec un accent particulier sur les espèces envahissantes qui causent de sérieux dégâts;
- c) les États devront appuyer les programmes de renforcement des capacités pour les pays ne disposant pas de compétences techniques et de ressources, notamment financières, pour évaluer les risques liés à l'introduction d'espèces exotiques. Un tel renforcement des capacités pourrait inclure le transfert de technologie et l'élaboration de programmes de formation.

C. INTRODUCTION D'ESPÈCES

Principe directeur 10: Introduction intentionnelle

Aucune introduction intentionnelle ne devrait avoir lieu sans autorisation préalable de l'autorité ou de l'instance nationale compétente. Une évaluation des risques, y compris les études d'impact sur l'environnement, doit être effectuée dans le cadre du processus d'évaluation, avant d'en arriver à la question de savoir s'il faudrait ou non autoriser uniquement les espèces exotiques qui, sur la base d'une évaluation antérieure, ne sont pas de nature à causer un préjudice inacceptable à des écosystèmes, des habitats ou des espèces, tant à l'intérieur de l'État concerné que dans les États voisins. La charge de la preuve à l'effet qu'une introduction envisagée n'est pas de nature à causer un préjudice quelconque doit incomber à la Partie qui envisage l'introduction. En outre, les avantages escomptés d'une telle introduction devront dépasser largement tous les effets négatifs réels ou potentiels, ainsi que les dépenses y afférentes. L'autorisation d'une introduction peut, selon le cas, être assortie de conditions (par exemple l'établissement d'un plan d'atténuation, de procédures de surveillance continue et d'exigences en matière de confinement). L'approche de précaution devrait être appliquée dans le cadre de l'ensemble des mesures susmentionnées.

Principe directeur 11: Introduction accidentelle

1. Tous les États doivent mettre en place des dispositions pour traiter des cas d'introduction accidentelle (ou d'introduction intentionnelle d'espèces qui s'établissent et deviennent envahissantes). De telles dispositions comprennent des mesures statutaires et réglementaires, des institutions et des organismes assumant des responsabilités appropriées et dotés de ressources opérationnelles suffisantes pour une action rapide et efficace.

2. Les modes d'introduction courants conduisant à des introductions accidentelles doivent être identifiés et des dispositions appropriées doivent être prises pour minimiser de telles introductions. Des activités sectorielles telles que la pêche, l'agriculture, la foresterie, l'horticulture, le transport maritime (y compris le rejet des eaux de ballast), le transport par voie aérienne et par voie de surface, les projets de construction, l'aménagement des paysages, l'aquaculture ornementale, le tourisme et l'élevage d'animaux sauvages constituent souvent des modes d'introduction non intentionnelle. Toute législation portant sur l'étude des impacts de telles activités sur l'environnement doit également prescrire une évaluation des risques liés aux introductions non intentionnelles d'espèces exotiques envahissantes.

D. ATTÉNUATION DES IMPACTS

Principe directeur 12: Atténuation des impacts

Dès que l'établissement d'une espèce exotique envahissante a été décelée, les États doivent prendre des mesures d'éradication, de confinement et de lutte, pour en atténuer les conséquences défavorables. Les techniques d'éradication, de confinement et de lutte doivent être économiques, sans danger pour l'environnement, l'homme et l'agriculture, et être acceptables sur le plan social, culturel et éthique. Les mesures d'atténuation doivent être prises le plus tôt possible après la survenue de l'invasion, sur la base de l'approche de précaution. Par conséquent, la détection rapide de nouvelles introductions d'espèces envahissantes ou potentiellement envahissantes est importante, et doit être combinée avec la capacité de prendre d'urgence des mesures complémentaires.

Principe directeur 13: Éradication

Lorsqu'elle apparaît faisable et économique, l'éradication doit être envisagée à titre prioritaire par rapport à d'autres mesures pour combattre les espèces exotiques envahissantes. La meilleure

possibilité d'éradication de ces espèces s'offre pendant la phase initiale de l'invasion, lorsque les populations sont encore réduites et localisées; ainsi, les systèmes de détection rapide axés sur les points d'entrée à haut risque peuvent être d'une importance primordiale. L'appui communautaire, fourni à travers des consultations élargies, peut faire partie intégrante des projets d'éradication.

Principe directeur 14: Confinement

Lorsque l'éradication se révèle peu appropriée, la limitation de la propagation (confinement) constitue une stratégie appropriée uniquement lorsque la gamme d'espèces envahissantes est limitée et que le confinement dans des limites précises est possible. La surveillance continue à l'extérieur des zones de confinement est essentielle, et une action rapide est requise pour l'éradication de nouvelles apparitions.

Principe directeur 15: Mesures de lutte

Les mesures de lutte doivent être axées sur la limitation des dégâts causés, plutôt que sur la simple réduction de l'importance numérique des espèces exotiques envahissantes. Les mesures de lutte efficaces reposeront souvent sur un éventail de techniques intégrées. La plupart de ces mesures devront être appliquées régulièrement sur la base d'un budget de fonctionnement renouvelable et de l'existence d'un engagement à long terme quant à obtenir des résultats et à préserver les acquis. Dans certains cas, la lutte biologique pourrait permettre de supprimer à long terme une espèce exotique envahissante sans qu'il y ait des charges récurrentes, mais elle devrait toujours être mise en œuvre conformément à la réglementation en vigueur au niveau national, ainsi qu'aux codes internationaux et au principe 10 ci-dessus.

IV. DÉCISION V/16: ARTICLE 8 J) ET DISPOSITIONS CONNEXES

LA CONFÉRENCE DES PARTIES:

RAPPELANT sa Décision IV/9,

RECONNAISSANT la nécessité de respecter, préserver et maintenir les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et d'en favoriser l'application sur une plus large échelle,

NOTANT le besoin d'une approche à long terme pour réaliser le programme de travail sur l'application de l'article 8 j) et les dispositions connexes de la Convention sur la diversité biologique, dans le cadre d'une vision qui sera progressivement élaborée, conformément aux objectifs généraux énoncés à l'article 8 j) et dans les dispositions connexes,

SOULIGNANT l'importance fondamentale d'une participation entière et effective des communautés autochtones et locales à l'application de l'article 8 j) et des dispositions connexes,

NOTANT qu'il importe d'intégrer, avec la participation entière et effective des communautés autochtones et locales, les travaux sur l'article 8 j) et les dispositions connexes aux stratégies, politiques et plans d'action nationaux, régionaux et internationaux,

RECONNAISSANT le rôle vital que les femmes jouent dans la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et soulignant qu'une plus grande attention devrait être accordée au renforcement de ce rôle et à la participation des femmes des communautés autochtones et locales au programme de travail,

NOTANT en outre la diversité culturelle et linguistique des communautés autochtones et locales, ainsi que leurs différentes capacités,

NOTANT les déclarations existantes des communautés autochtones et locales, dans la mesure où elles se rapportent à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, y compris, notamment, la Déclaration de Kari Oca, la Déclaration de Mataatua, la Déclaration de Santa Cruz, la Déclaration et le Plan d'action de Leticia, le Treaty for Life Forms Patent Free Pacific, la Déclaration Ukupseni Kuna Yala, la Déclaration Heart of the Peoples Declaration on Biodiversity and Biological Ethics, la Déclaration de Jovel sur les communautés autochtones, les connaissances autochtones et la diversité biologique, la Déclaration de Chiapas et d'autres déclarations pertinentes de Forums autochtones, ainsi que la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du travail, Action 21 et d'autres conventions internationales,

RECONNAISSANT le rôle joué par le Forum international autochtone sur la diversité biologique depuis la troisième Conférence des Parties en s'enquérant auprès de la Conférence des Parties de la mise en œuvre de l'article 8 j) et des dispositions connexes,

RÉAFFIRMANT qu'il importe de faire en sorte que l'article 8 j) et les dispositions connexes de la Convention et les dispositions d'accords internationaux relatifs aux droits de propriété intellectuelle se complètent,

NOTANT en outre qu'il existe des accords internationaux, des droits de propriété intellectuelle et des législations et des politiques en vigueur qui peuvent influencer sur l'application de l'article 8 j) et des dispositions connexes,

NOTANT également que la mise en œuvre de l'article 8 j) et des dispositions connexes varie selon les régions et les pays en fonction de l'approche et des moyens adoptés,

1. APPROUVE le programme de travail figurant en annexe à la présente décision, qui sera examiné périodiquement durant son application;
2. DÉCIDE de mettre en œuvre le programme de travail en accordant la priorité aux activités 1, 2, 4, 5, 8, 9 et 11 ainsi qu'aux activités 7 et 12 qui seront entreprises une fois que les activités 5, 9 et 11 auront été menées à bien;
3. DEMANDE instamment aux Parties et aux autres gouvernements, en collaboration avec les organisations compétentes et en accord avec leurs législations nationales, de favoriser et d'exécuter le présent programme de travail et d'intégrer les tâches identifiées à leur programme en cours compte tenu des réalités nationales ainsi que des possibilités recensées en matière de collaboration;
4. PRIE les Parties, les gouvernements et les organisations compétentes de tenir pleinement compte des instruments, directives et codes en vigueur et d'autres activités en cours lors de la mise en œuvre du présent programme de travail;
5. ENCOURAGE la participation des communautés autochtones et locales aux travaux du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages portant sur l'élaboration de directives et de méthodes visant à assurer le respect, la préservation et la conservation du savoir, des innovations et des pratiques des communautés autochtones et locales dépositaires des modes de vie traditionnels présentant un grand intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique;
6. TIENT COMPTE de l'importance que revêtent les mesures concernant le savoir traditionnel dans le domaine forestier proposées par le Groupe intergouvernemental sur les forêts/le Forum

intergouvernemental sur les forêts, car elles constituent une partie importante du présent programme de travail;

7. PRIE les Parties, les autres gouvernements et les organisations internationales, régionales et nationales de fournir un appui financier approprié aux fins de mise en œuvre du programme de travail;

8. PRIE le Secrétaire exécutif de faciliter l'intégration des tâches pertinentes prévues par le programme de travail aux programmes thématiques prévus par la Convention sur la diversité biologique qui seront élaborées et de faire rapport sur l'état d'avancement des programmes thématiques au Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée chargé de l'article 8 j) et des dispositions connexes;

9. DÉCIDE de prolonger le mandat du Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée chargé d'examiner l'application de l'article 8 j) et des dispositions connexes de la Convention sur la diversité biologique afin qu'il étudie les progrès accomplis dans l'exécution des tâches prioritaires de son programme de travail en se fondant sur les rapports du Secrétaire exécutif et des Parties à la réunion du Groupe de travail, et de recommander de nouvelles mesures sur la base de cet examen. Le Groupe de travail devrait en outre examiner comment accroître la participation des communautés autochtones et locales aux programmes de travail thématiques élaborés au titre de la Convention sur la diversité biologique. Le Groupe de travail spécial à composition non limitée devrait faire rapport à la Conférence des Parties à sa sixième réunion;

10. PRIE les Parties, les autres gouvernements et les organes subsidiaires de la Convention, le Secrétaire exécutif et les organisations compétentes, y compris les communautés autochtones et locales, d'assurer la pleine participation des femmes et des organisations féminines aux activités tendant à la mise en œuvre du programme de travail figurant à l'annexe à la présente décision ainsi qu'aux autres activités pertinentes entreprises en vertu de la Convention;

11. INVITE les Parties et les autres gouvernements à appuyer la participation du Forum autochtone international sur la diversité biologique ainsi que les organisations compétentes représentant les communautés autochtones et locales lorsqu'il s'agira de donner des avis à la Conférence des Parties sur l'application de l'article 8 j) et des dispositions connexes;

12. DEMANDE instamment aux Parties et aux autres gouvernements, et le cas échéant aux organisations représentant les communautés autochtones et locales, de faciliter la participation pleine et entière des communautés autochtones et locales à l'application de la Convention et à cet effet:

- a) de donner aux communautés autochtones et locales la possibilité de définir leurs besoins en matière de capacités, avec l'assistance des gouvernements et d'autres intéressés si elles le demandent;
- b) de prévoir, dans les propositions et plans relatifs aux projets exécutés par les communautés autochtones et locales, des dispositions financières aux fins d'un financement du développement des capacités en matière de communication entre communautés autochtones et locales en vue de faciliter la diffusion et l'échange d'informations sur des questions touchant le savoir, les innovations et les pratiques traditionnels;
- c) de doter les institutions nationales de moyens suffisants pour répondre aux besoins des communautés autochtones et locales découlant de l'article 8 j) et des dispositions connexes;

- d) de renforcer et de développer les moyens de communication entre communautés autochtones et locales ainsi qu'entre ces communautés et les gouvernements aux échelons local, national et régional, y compris avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et ce, avec la participation directe et sous la responsabilité des communautés autochtones et locales, par l'intermédiaire de leurs correspondants attitrés;
- e) d'employer d'autres moyens de communication qu'Internet, notamment les journaux, les bulletins d'information et les programmes radiophoniques et d'encourager l'emploi des langues vernaculaires;
- f) de soumettre des études de cas sur les méthodes et approches de nature à contribuer à la préservation du savoir, des innovations et des pratiques traditionnelles, y compris leur archivage, le cas échéant, et à renforcer le contrôle et la capacité de décision des communautés autochtones et locales pour ce qui est du partage de ce savoir, de ces innovations et de ces pratiques;

13. SOULIGNE une fois encore la nécessité de réaliser, en collaboration avec les communautés autochtones et locales, les études de cas demandées aux paragraphes 10 b) et 15 de sa Décision IV/9, pour pouvoir évaluer valablement l'efficacité des mesures juridiques et autres formes appropriées de protection des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales;

14. RECONNAÎT l'importance que revêtent les systèmes *sui generis* et autres systèmes visant la protection des connaissances traditionnelles des communautés autochtones et locales et le partage équitable des avantages découlant de leur exploitation, pour l'application des dispositions de la Convention sur la diversité biologique, compte tenu des travaux en cours sur l'article 8 j) et les dispositions connexes, et TRANSMET ses conclusions à l'Organisation mondiale du commerce et à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, comme proposé au paragraphe 6 b) de la recommandation 3 de la réunion intersession concernant le fonctionnement de la Convention (UNEP/CBD/COP/5/4, annexe);

15. INVITE les Parties et autres gouvernements à procéder à un échange d'informations et de données d'expérience sur la législation nationale et les autres mesures visant à protéger les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales;

16. RECONNAÎT que la préservation des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales dépend du maintien de l'identité culturelle et de la base matérielle qui la sous-tend, et INVITE les Parties et les gouvernements à prendre des mesures pour encourager la conservation et le maintien de cette identité;

17. PRIE les Parties de promouvoir l'établissement d'inventaires nationaux des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui sont l'expression de modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans le cadre de programmes concertés et de consultations avec les communautés autochtones et locales, en tenant compte des principes consistant à renforcer la législation, les pratiques coutumières et les systèmes traditionnels de gestion des ressources, tels que la protection des connaissances traditionnelles contre toute utilisation non autorisée;

18. INVITE les Parties et les autres gouvernements à accroître le nombre des représentants des organisations et communautés autochtones et locales membres des délégations officielles assistant aux réunions organisées au titre de la Convention sur la diversité biologique;

19. SOULIGNE que des arrangements conçus par les communautés autochtones et locales et sur lesquels celles-ci ont la haute main sont nécessaires pour faciliter la coopération et l'échange d'informations entre communautés autochtones et locales afin, entre autres, que ces communautés puissent être en mesure de prendre des décisions en connaissance de cause lorsqu'il s'agit de consentir ou non à la divulgation de leur savoir et à cette fin:

- a) de DEMANDER au Secrétaire exécutif, de mettre pleinement à profit le Centre d'échange afin de coopérer étroitement avec les communautés autochtones et locales à la recherche de moyens qui permettraient de répondre le mieux possible à ces besoins;
- b) d'INVITER les Parties à envisager les moyens qui permettraient d'assurer les ressources nécessaires au Secrétariat pour entreprendre les tâches susmentionnées;

20. PRIE EN OUTRE les Parties et les institutions financières internationales de s'employer à trouver des moyens d'obtenir les fonds nécessaires à ces activités.

ANNEXE

PROGRAMME DE TRAVAIL SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 8 J) ET DES DISPOSITIONS CONNEXES

Objectifs

Le présent programme de travail a pour but de favoriser, dans le cadre de la Convention, une juste application de l'article 8 j) et des dispositions connexes, aux échelons local, national, régional et international et d'assurer la participation pleine et entière des communautés autochtones et locales à tous les stades et à tous les niveaux de sa mise en œuvre.

1. Principes généraux

1. La participation pleine, entière et effective des communautés autochtones et locales doit être assurée à tous les stades de l'identification et de l'exécution des éléments du programme de travail. La participation entière et effective des femmes des communautés autochtones et locales doit être assurée à toutes les activités du programme de travail.

2. Les connaissances traditionnelles devraient se voir accorder la même valeur et le même respect que les autres formes de connaissance et être considérées comme aussi utiles et nécessaires.

3. Une approche holistique, en harmonie avec les valeurs spirituelles et culturelles et avec les pratiques coutumières des communautés autochtones et locales doit être adoptée et le droit de contrôle de ces communautés sur leurs connaissances traditionnelles, innovations et pratiques doit être assuré.

4. L'approche par écosystème est une stratégie de gestion intégrée des terres, des eaux et des ressources biologiques qui favorise la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique d'une manière équitable.

5. L'accès au savoir, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales doit être soumis au consentement ou à l'approbation préalables en connaissance de cause des dépositaires de ce savoir, de ces innovations et de ces pratiques.

2. Tâche de la première phase du programme de travail

Élément 1: Mécanismes de participation pour les communautés autochtones et locales

Tâche 1: Les Parties prennent des mesures pour améliorer et développer des moyens dont disposent les communautés autochtones et locales pour participer efficacement à la prise de décision concernant l'utilisation de leur savoir, de leurs innovations et de leurs pratiques traditionnelles intéressant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, sous réserve de leur approbation préalable en connaissance de cause et de leur participation effective.

Tâche 2: Les Parties élaborent des mécanismes, des directives, une législation et d'autres initiatives appropriées pour encourager et promouvoir la participation effective des communautés autochtones et locales à la prise de décisions, à la planification des politiques et à l'élaboration et à l'application des mesures de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques à l'échelon local, national, sous-régional, régional et international, y compris l'accès et le partage des avantages, ainsi qu'à sa désignation et à la gestion de zones protégées, compte tenu de l'approche par écosystème.

Tâche 4: Les Parties mettent au point, le cas échéant, des mécanismes visant à faciliter la participation pleine et entière et effective des communautés autochtones et locales comportant un dispositif propre à assurer la participation pleine et entière, active et effective des femmes à tous les éléments du programme de travail, en veillant à:

- a) tirer parti de leurs connaissances;
- b) améliorer leur accès à la diversité biologique;
- c) renforcer leurs capacités dans le domaine de la conservation, de l'entretien et de la protection de la diversité biologique;
- d) encourager les échanges de données d'expérience et de connaissances;
- e) favoriser les moyens culturellement appropriés qui répondent à leur spécificité en tant que femme et qui permettent de faire connaître et de préserver les connaissances des femmes sur la diversité biologique.

Élément 2: Évolution de la situation eu égard à l'article 8 j) et aux dispositions connexes

Tâche 5: Le Secrétaire exécutif prépare, pour la prochaine réunion du Groupe de travail spécial, l'ébauche d'un rapport de synthèse sur la situation et l'évolution des connaissances, des innovations et des pratiques des communautés autochtones et locales, ainsi qu'un plan des préparatifs et un calendrier, en se fondant notamment sur les avis donnés par les Parties, les autres gouvernements, les communautés autochtones et locales, et d'autres organisations compétentes concernant les sources de renseignements sur ces questions et leur disponibilité. Les Parties, les autres gouvernements, les communautés autochtones et locales et d'autres organisations compétentes communiquent des informations et des avis utiles à l'accomplissement de la tâche fixée et les Parties font le point dans leurs rapports nationaux sur l'application de l'article 8 j).

Élément 4: Partage équitable des avantages

Tâche 7: Le Groupe de travail élabore, en se fondant sur les tâches 1, 2 et 4 des directives pour mettre au point des mécanismes, une législation et d'autres initiatives appropriées pour assurer: i) que les communautés autochtones et locales obtiennent une part juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation et de l'application de leurs connaissances, innovations et pratiques; ii) que les institutions

privées et publiques intéressées par ces connaissances, innovations et pratiques obtiennent le consentement préalable en connaissance de cause des communautés autochtones et locales; iii) que soient définies les obligations des pays d'origine et des Parties où sont utilisées ces connaissances, innovations et pratiques et les ressources génétiques qui leur sont associées.

Élément 5: Échange et diffusion d'informations

Tâche 8: Identifier un correspondant au sein du Centre d'échange d'informations pour assurer la liaison avec les communautés autochtones et locales.

Élément 6: Éléments de suivi

Tâche 9: Le Groupe de travail élabore, en coopération avec les communautés autochtones et locales, des directives et des recommandations pour la conduite d'études sur les impacts culturels, environnementaux et sociaux, des activités de développement proposées sur les sites sacrés et sur les terres ou les eaux occupées ou utilisées par les communautés autochtones et locales. Ces directives et recommandations devraient assurer la participation des communautés autochtones et locales aux activités d'évaluation et d'examen.

Élément 7: Éléments juridiques

Tâche 11: Le Groupe de travail évalue les instruments locaux, nationaux et internationaux, particulièrement les instruments relatifs aux droits de propriété intellectuelle, qui peuvent avoir des incidences sur la protection des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales, en vue de dégager les synergies possibles entre ces instruments d'une part, et avec les objectifs de l'article 8 j) d'autre part.

Tâche 12: Le Groupe de travail élabore des directives pour aider les Parties et les autres gouvernements à établir des législations ou d'autres mécanismes, le cas échéant, en vue de l'application de l'article 8 j) et des dispositions connexes (qui pourraient inclure des systèmes *sui generis*) et des définitions des principaux termes et concepts pertinents, de l'article 8 j) et des dispositions connexes, aux échelons national, régional et international, qui reconnaissent, protègent et garantissent pleinement le droit des communautés autochtones et locales sur leur savoir, leurs innovations et leurs pratiques, dans le cadre de la Convention.

3. Tâches de la deuxième phase du programme de travail

Élément 1: Mécanismes de participation pour les communautés autochtones et locales

Tâche 3: À la demande du Secrétaire exécutif, les Parties et les autres gouvernements, établiront, avec la pleine participation des communautés autochtones et locales, un registre d'experts en recourant à la méthode utilisée par la Conférence des Parties, afin que ces experts contribuent à la mise en œuvre du présent programme de travail.

Élément 3: Pratiques culturelles traditionnelles pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique

Tâche 6: Le Groupe de travail spécial élabore des directives pour assurer le respect, la préservation et la conservation du savoir, des innovations et des pratiques traditionnelles et leur plus grande application conformément à l'article 8 j).

Tâche 13: Le groupe de travail spécial conçoit une série de principes directeurs et de normes visant à développer l'utilisation des connaissances traditionnelles et d'autres formes de connaissances pour la

conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu du rôle que peuvent jouer les connaissances traditionnelles à l'égard de l'approche par écosystème, de la conservation *in situ*, de la taxonomie, de la surveillance de la diversité biologique et de l'évaluation des impacts environnementaux dans tous les secteurs de la diversité biologique.

Tâche 14: Le Groupe de travail spécial élabore des directives et des propositions visant l'établissement de programmes d'incitation nationaux destinés aux communautés autochtones et locales et visant à la préservation et au maintien de leurs connaissances traditionnelles, de leurs innovations et de leurs pratiques et à l'application de ces connaissances, innovations et pratiques aux stratégies et programmes nationaux de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique.

Tâche 15: Le Groupe de travail spécial élabore des directives de nature à simplifier le rapatriement de l'information, y compris des biens culturels, conformément à l'article 17, paragraphe 2, de la Convention sur la diversité biologique, afin de faciliter la réappropriation des connaissances traditionnelles en matière de diversité biologique.

Élément 5: Échange et diffusion d'informations

Tâche 16: Le Secrétaire exécutif identifie, recense et analyse, avec la participation des communautés autochtones et locales, les codes de conduite en vigueur et coutumier afin d'orienter l'élaboration de modèles de codes de conduite fondés sur l'éthique en matière de recherche, d'accès, d'utilisation, d'échange et de gestion de l'information sur les connaissances traditionnelles, les innovations et les pratiques, utiles à la conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique.

Élément 6: Surveillance

Tâche 10: Le Groupe de travail spécial élabore des normes et des directives visant à dénoncer et prévenir l'appropriation illicite des connaissances traditionnelles et des ressources génétiques.

Tâche 17: Le Secrétaire exécutif élabore, en collaboration avec les gouvernements et les communautés autochtones et locales, des méthodes et des critères afin d'aider ces communautés à évaluer l'application de l'article 8 j) et des dispositions connexes aux échelons local, national, régional et international, et à inclure ces renseignements dans leurs rapports nationaux, conformément à l'article 26.

4. Voies et moyens

Lorsqu'il élabore et met en œuvre le présent programme de travail, le Secrétaire exécutif s'informe auprès des Parties, des autres gouvernements et des communautés autochtones et locales ainsi qu'auprès d'organisations compétentes, et consulte le groupe de liaison sur l'article 8 j) et les dispositions connexes.

Le Secrétaire exécutif, devrait établir, en consultation avec les communautés autochtones et locales, les Parties, d'autres gouvernements et les organisations internationales compétentes, un questionnaire, en vue d'obtenir des informations concernant: i) les instruments et activités se rapportant aux tâches prévues par le programme de travail; ii) les lacunes et besoins en matière de directives comme indiquer à la tâche 6; iii) les priorités en vue de l'affinement du programme de travail.

Le Secrétaire exécutif consulte les organisations internationales compétentes et les invite à contribuer à l'application du présent programme de travail en vue d'éviter les doubles emplois et d'encourager les synergies.

Le présent programme de travail, tient compte au besoin, des travaux du Groupe de travail sur l'accès et le partage des avantages, et dans la mesure du possible est mené à bien en collaboration avec d'autres organisations compétentes, y compris l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Les Parties, les autres gouvernements, le mécanisme financier et d'autres organisations nationales, régionales et internationales fournissent le soutien financier nécessaire à l'application du programme de travail.

V. DÉCISION V/26: ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES⁶

A. ARRANGEMENTS RELATIFS À L'ACCÈS ET AU PARTAGE DES AVANTAGES

LA CONFÉRENCE DES PARTIES:

1. DEMANDE aux Parties de désigner un correspondant national et une ou plusieurs autorités nationales compétentes, selon qu'il convient, qui soient responsables des arrangements sur l'accès et le partage des avantages qui relèvent de leurs compétences ou qui fournissent des informations sur ces arrangements;
2. DEMANDE aux Parties de transmettre au Secrétaire exécutif les noms et les adresses de leurs correspondants nationaux et de leurs autorités compétentes;
3. PRIE vivement les Parties de veiller à ce que les avantages nationaux sur la diversité biologique ainsi que les mesures législatives, administratives et de politique générale sur l'accès et le partage des avantages contribuent aux objectifs de conservation et d'utilisation durable;
4. RECONNAISSANT l'importance qu'il y a pour les Parties de promouvoir la confiance et la transparence pour favoriser l'échange des ressources génétiques en particulier dans la perspective de la mise en œuvre de l'article 15 de la Convention:
 - a) EXHORTE les Parties à accorder une attention spéciale à leurs obligations au titre des articles 15, 16 et 19 de la Convention, et les PRIE de faire rapport à la Conférence des Parties sur les mesures prises en ce sens;
 - b) NOTE que les mesures législatives, administratives et de politique générale visant à assurer l'accès et le partage des avantages doivent encourager la flexibilité, compte tenu de la nécessité d'assurer une réglementation appropriée concernant l'accès aux ressources génétiques afin de promouvoir les objectifs de la Convention;
 - c) NOTE que tous les pays sont fournisseurs et bénéficiaires des ressources génétiques et PRIE instamment les pays bénéficiaires d'adopter des mesures législatives, administratives ou de politique générale qui soient adaptés à la situation du pays, compatibles avec les objectifs de la Convention et allant dans le sens des efforts déployés par les pays fournisseurs pour faire en sorte que l'accès à leurs ressources génétiques à des fins scientifiques, commerciales et autres, et aux connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, soit régi par les articles 15, 16 et 19 de la

⁶ L'Annexe I sur les *éléments pour un questionnaire sur les collections ex situ* et l'Annexe II sur le *questionnaire sur les collections ex situ* ne sont pas reproduites dans la présente note.

Convention, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par le pays fournisseur en question;

- d) RECONNAISSANT la complexité de la question, compte tenu en particulier des nombreuses considérations relatives au consentement préalable et en connaissance de cause, INVITE les Parties à coopérer davantage pour trouver des solutions pratiques et équitables à ce problème;

5. NOTE que la promotion d'un système juridico-administratif global peut faciliter l'accès aux ressources génétiques et leur utilisation et aider à parvenir à des conditions fixées d'un commun accord et conformes aux objectifs de la Convention;

6. NOTE que, en l'absence d'une législation détaillée et des stratégies nationales concernant l'accès et le partage des avantages, des mesures facultatives, y compris des principes directeurs, peuvent contribuer à la réalisation des objectifs de la Convention, et à cette fin, invite les Parties à envisager de promouvoir l'utilisation de telles mesures;

7. SOULIGNE qu'il importe que, lors de l'élaboration d'une législation nationale sur l'accès, les Parties prennent en considération et permettent le développement d'un système multilatéral visant à faciliter l'accès et le partage des avantages dans le cadre de l'Engagement international concernant les ressources phytogénétiques qui fait actuellement l'objet d'un réexamen;

8. PREND ACTE du rapport du Président de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de l'Organisation des Nations Unies (UNEP/CBD/COP/5/INF/12), PRIE instamment la Commission d'achever ses travaux le plus tôt possible. L'Engagement international est destiné à jouer un rôle crucial dans la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique. La Conférence des Parties proclame sa volonté d'examiner une décision par la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture tendant à faire de l'Engagement international un instrument juridiquement contraignant, solidement lié à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et à la Convention sur la diversité biologique, et DEMANDE aux Parties de coordonner leurs positions dans les deux instances;

9. APPROUVE les interprétations communes du Groupe d'experts sur l'accès et le partage des avantages pour ce qui a trait au consentement préalable en connaissance de cause et aux conditions arrêtées d'un commun accord figurant aux paragraphes 156 à 165 de son rapport (UNEP/CBD/COP/5/8);

10. DÉCIDE de convoquer de nouveau le Groupe d'experts sur l'accès et le partage des avantages en le dotant d'un mandat et d'un ordre du jour concrets. Le Groupe procédera à de nouveaux travaux sur les questions non réglées à sa première réunion, en particulier:

- a) l'évaluation de résultats obtenus par les utilisateurs et les fournisseurs en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages et l'étude d'options complémentaires;
- b) l'élaboration d'approches visant à associer les parties prenantes aux processus concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages;

et sera renforcé par de nouvelles compétences. Le Groupe présentera son rapport au Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'accès et le partage des avantages liés au paragraphe 11 ci-dessous;

11. DÉCIDE de créer un groupe de travail *ad hoc* à composition non limitée, composé de représentants, y compris des experts, désignés par les gouvernements et les organisations régionales d'intégration économique, ayant pour mandat d'élaborer des lignes directrices et d'autres approches pour présentation à la Conférence des Parties, et d'aider les Parties et les intéressés à examiner notamment les éléments ci-après qui se rapportent à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages: consentement préalable et en connaissance de cause et conditions arrêtées d'un commun accord; rôle, attributions et participation des parties prenantes; aspects pertinents ayant trait à la conservation *in situ* et *ex situ* et à l'utilisation durable, mécanismes de partage des avantages grâce, par exemple, au transfert de technologie et aux travaux conjoints de recherche-développement; et moyens d'assurer le respect, la préservation et le maintien des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu notamment des travaux de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les questions relatives aux droits de propriété intellectuelle.

Les éléments susmentionnés devraient, en particulier servir d'apport lors de l'élaboration et la rédaction:

- a) de textes législatifs, administratifs et de politique générale sur l'accès et le partage des avantages;
- b) de contrats et autres accords dans le cadre des conditions arrêtées d'un commun accord pour l'accès et le partage des avantages.

Les résultats des délibérations du Groupe de travail, notamment le projet de principes directeurs et d'autres approches, devraient être présentés pour examen par la conférence des Parties à sa sixième réunion.

Les travaux du Groupe de travail doivent tenir compte des rapports du Groupe d'experts sur l'accès et le partage des avantages et d'autres informations pertinentes.

Le Groupe de travail sera ouvert à la participation des communautés autochtones et locales, des organisations non gouvernementales, du secteur industriel et des établissements scientifiques et universitaires ainsi que des organisations intergouvernementales.

Le Groupe de travail maintiendra des rapports et échangera des informations avec le Groupe de travail sur l'article 8 j) et les dispositions connexes de la Convention sur la diversité biologique.

Pour développer les capacités d'accès et de partage des avantages, le Groupe de travail à composition non limitée examinera les questions relatives au développement des capacités, notamment les besoins recensés aux paragraphes 14 a), b), c) et d) ci-dessus.

12. NOTE que l'information est un aspect important dans l'établissement d'une égalité essentielle du pouvoir de négociation des parties visées par les arrangements concernant l'accès et le partage des avantages et que, à cet égard, il y a lieu particulièrement d'obtenir plus d'information sur:

- a) les établissements utilisateurs;
- b) le marché des ressources génétiques;
- c) les avantages non financiers;

- d) les nouveaux mécanismes et les mécanismes en voie de formation sur le partage des avantages;
- e) les mesures d'incitation;
- f) la clarification des définitions;
- g) les systèmes *sui generis*; et
- h) les "intermédiaires".

13. DEMANDE au Secrétaire exécutif de recueillir les informations mentionnées au paragraphe 12 ci-dessus et de les diffuser par l'intermédiaire du Centre d'échange et dans le cadre des réunions portant sur lesdites questions et DEMANDE aux Parties ainsi qu'aux organisations de fournir lesdites informations afin d'aider le Secrétaire exécutif;

14. NOTE que le renforcement des capacités concernant tous les aspects des arrangements relatifs à l'accès et au partage des avantages est nécessaire pour toutes les parties concernées, notamment les administrations locales, les établissements universitaires et les communautés locales et autochtones et que les principaux besoins en la matière sont:

- a) l'évaluation et l'inventaire des ressources biologiques ainsi que la gestion de l'information;
- b) les techniques de négociation de contrats;
- c) les techniques de rédaction juridique pour l'élaboration de mesures relatives à l'accès et au partage des avantages;
- d) les moyens de protéger les connaissances traditionnelles ayant trait aux ressources génétiques.

15. NOTANT que le Groupe d'experts sur l'accès et le partage des avantages n'a pu parvenir à aucune conclusion au sujet du rôle des droits de propriété intellectuelle dans l'application des dispositions en matière d'accès et de partage des avantages et que le Groupe a dressé une liste de questions précises nécessitant une étude approfondie (UNEP/CBD/COP/5/8, paragraphes 127-138):

- a) INVITE les Parties à soumettre au Secrétaire exécutif des informations sur ces questions avant le 31 décembre 2000;
- b) DEMANDE au Secrétaire exécutif, agissant sur la base de ces propositions et d'autres documents pertinents, de mettre à la disposition de la deuxième réunion du Groupe, ou à la première réunion du Groupe de travail *ad hoc* à composition non limitée un rapport sur ces questions particulières;
- c) RAPPELLE la recommandation 3 de la réunion interréunions sur le fonctionnement de la Convention et DEMANDE au Secrétaire exécutif de préparer son rapport en consultant notamment le Secrétariat de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle;
- d) INVITE les organisations internationales compétentes, notamment l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, à étudier les questions relatives aux droits de propriété intellectuelle ayant trait à l'accès aux ressources génétiques et au partage des

avantages, notamment la fourniture d'informations sur l'origine des ressources génétiques, si elle est connue, lors de la présentation concernant les demandes de droit de propriété intellectuelle, y compris les brevets;

- e) PRIE les organisations internationales compétentes, telles que notamment l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Union internationale pour la protection des obtentions, de tenir compte, dans leurs travaux sur les questions relatives aux droits de propriété intellectuelle, des dispositions pertinentes de la Convention sur la diversité biologique, y compris l'impact des droits de propriété intellectuelle sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et en particulier la valeur des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique;
- f) PRIE le Secrétaire exécutif d'étudier les données d'expérience et les possibilités concernant les interactions synergiques pouvant résulter d'une collaboration en matière de recherche et de mise au point et de transfert de technologies à la suite de l'accès aux ressources génétiques.

B. LA RELATION ENTRE LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LES DISPOSITIONS PERTINENTES DE L'ACCORD SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE ET DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

LA CONFÉRENCE DES PARTIES:

NOTANT la recommandation 3 de la réunion intersessions sur le fonctionnement de la Convention sur la relation entre les droits de propriété intellectuelle et les dispositions pertinentes de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et de la Convention sur la diversité biologique,

1. RÉAFFIRME l'importance de systèmes comme les systèmes *sui generis* et d'autres systèmes de protection des connaissances traditionnelles des communautés autochtones et locales sur le partage équitable des avantages découlant de leur utilisation afin de respecter les dispositions de la Convention en prenant en compte les travaux en cours sur l'article 8 j) et les dispositions connexes;
2. INVITE l'Organisation mondiale du commerce à reconnaître les dispositions pertinentes de la Convention, à tenir compte du fait que les dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et de la Convention sur la diversité biologique sont intimement liées et à explorer davantage cette interrelation;
3. DEMANDE au Secrétaire exécutif de transmettre la présente décision au Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle aux fins de son utilisation par les instances compétentes de ces organismes et de veiller à renforcer la coopération et la consultation avec ces organisations.
4. RENOUVELLE sa demande au Secrétaire exécutif de la Convention pour qu'il sollicite le statut d'observateur auprès du Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, et le prie de faire rapport à la Conférence des Parties sur les mesures prises.

C. COLLECTIONS *EX SITU* ACQUISES AVANT L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION ET NON TRAITÉES PAR LA COMMISSION DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES POUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION

LA CONFÉRENCE DES PARTIES:

1. DÉCIDE de poursuivre les activités de collecte d'informations sur les collections *ex situ* acquises avant l'entrée en vigueur de la Convention et non traitées par la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture créée conformément à la Décision IV/8;
 2. DEMANDE au Secrétaire exécutif de recueillir, selon qu'il convient, les informations disponibles du type de celles décrites aux annexes à la présente décision, auprès des Parties, des gouvernements et des organisations et forums compétents, au moyen de questionnaires;
 3. INVITE les organisations et les forums compétents qui participent déjà à l'examen de ces questions à transmettre ces informations au Secrétaire exécutif;
 4. INVITE les Parties, les gouvernements et d'autres organismes à assurer le renforcement des capacités ainsi que la mise en œuvre et le transfert de technologies pour le maintien et l'utilisation de collections *ex situ* acquises avant l'entrée en vigueur de la Convention;
 5. DEMANDE au Secrétaire exécutif de faire rapport à la Conférence des Parties à sa sixième réunion sur l'application de la présente décision.
-